

Glyphosate : le sujet est technique mais il est devenu politique – Angélique Delahaye (LR, PPE, Fr)

« Nous devons prendre une décision basée sur des analyses scientifiques solides et non sur des postures. Certes, le sujet est technique mais il est devenu politique et je le regrette », a déclaré Angélique Delahaye au cours du débat sur « le Glyphosate et procédures d'autorisation » qui s'est tenu le 13 juin en session plénière du Parlement européen.

Nous nous devons de protéger la santé des citoyens européens en général et celle des utilisateurs en particulier. Nous avons un système en place en matière d'autorisation de substances, et n'en déplaise à certain, ce n'est pas parce que les résultats ne conviennent pas, qu'on doit l'attaquer ou passer par des voies détournées pour le modifier quand cela nous chante.

Par contre, nous devons avoir confiance en notre système afin d'assurer aux citoyens que les décisions qui sont prises le sont dans leur seul intérêt.

Le débat d'aujourd'hui est le bienvenu puisque des doutes se sont immiscés depuis un an et demeurent:

- en raison de la différence d'approches des agences basées : sur le risque pour les agences européennes, sur le danger pour le CIRC, ce qui crée une confusion savamment entretenue ;
- sur les sources mêmes des informations utilisées ;
- et sur la légitimité des experts des agences européennes comme du CIRC ;

J'ai confiance dans notre système.

Le Parlement, dans sa résolution l'an passé sur le renouvellement de cette substance, a proposé une période de 7 ans.

Compte tenu de la défiance des citoyens européens, quand un doute voit le jour nous nous devons de clarifier les choses.

Je souhaite des réponses claires aux points suivants :

- merci de nous préciser les mesures que la Commission a prise pour assurer une plus grande transparence dans la prise de décisions, et rétablir la confiance perdue par certains?
- des chercheurs indépendants vous ont interpellés sur la non prise en compte, par nos agences, de certaines données, quand est-il réellement ? Savez-vous ce que l'EFSA et l'ECHA ont fait ou vont faire de ces informations ?
- de nombreuses agences internationales et européennes ont conclu qu'il n'y avait pas de risque de cancer. Vu les débats, et pour aller plus loin, nous devons pouvoir proposer aux professionnels des solutions alternatives *environnementalement* et économiquement viables. Pouvez-vous nous dire ce qu'il est prévu en matière de financement de la recherche ?

- enfin ou en sont les discussions avec le Conseil ?"